Construction d'un Réseau Franco Latino Américain de Coopération Pédagogique

Madjid YACINE

Vice-président Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines (UVSQ) France madjid.yacine@uvsq.fr

Diana COOPER - RICHET

Vice-présidente Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines (UVSQ) France

Alain NICOLAS

Directeur du Service Commun Universitaire de la Formation Continue (SCUFC) Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines (UVSQ) France

Alain.Nicolas@uvsq.fr

Avec l'appui et la collaboration de plusieurs responsables pédagogiques de L'UVSQ.

Rosa Maria AZURA

Professora
Directora Ejecutiva IFC
Sec. de Relaciones Internacionales
e Integración Regional
Universitaria UNCUYO
Argentina
razura@uncu.edu.ar

Guillermo Cruz

Directeur ITU Universitaria UNCUYO Argentina

Marco Monteleone

Institut Franco-Argentin
Universitaria UNCUYO
Argentina
mmonteleone@itu.uncu.edu.ar

Abstract

Dans un monde globalisé, caractérisé par d'importantes transformations des activités, les sociétés sont confrontées à des problématiques récurrentes d'adaptation des qualifications. Dans ce contexte, la coopération internationale sur la formation, permet d'échanger sur les bonnes pratiques mises en œuvre au regard des questions contemporaines de formation professionnelle : comment répondre aux besoins quantitatif et qualitatif de qualification supérieure ? Comment accompagner la mobilité sociale ascendante (des techniciens supérieurs vers l'encadrement)? Comment aborder les nouveaux métiers ? Cet échange peut être prolongé par la construction réelle d'un dispositif de formation en réseau, constitué par un ensemble de bi-diplômes bilingues, constituant un espace de formation pertinent pour l'insertion professionnelle de proximité, tout en étant ouvert sur le monde.

Enfin, ce réseau en s'appuyant sur des plates formes pédagogiques et l'Internet, constitue un espace idéal pour mutualiser et développer des ressources pédagogiques adaptées aux besoins de formation tout au long de la vie, que ceux-ci s'expriment dans le cadre local ou national, mais aussi dans une perspective d'ouverture sur l'international et de mobilité.

La communication présentera les problématiques contemporaines et universelles de qualification, pour aborder ensuite les caractères des dispositifs de formation à construire, et enfin l'intérêt d'une approche en réseau.

Mots clés : compétences, insertion professionnelle, création d'activité, mobilité internationale, développement linguistique, FTLV, développement soutenable

Introduction

Quel que soit l'espace économique, la crise économique, les mutations économiques et sociales, le progrès technologique, génèrent de manière continue et récurrente, une remise en cause des activités, des emplois et des qualifications, en suscitant l'émergence de besoins de formation tout au long de la vie.

Les populations vulnérables affectées par l'impact de ces transformations sont confrontées à la nécessité de trouver des solutions pour surmonter la précarisation conséquente qu'ils subissent, et ainsi regagner un peu de maîtrise sur leur trajectoire et leurs conditions de vie. Les trajectoires de vie de

chaque seront caractérisées par un continuum constitué de nombreux aller-retour entre formation et emploi.

Ainsi la construction des dispositifs de formation tout au long de la vie et le développement de cette activité devient un axe stratégique majeur pour l'université. Cet objectif stratégique se situe dans la perspective d'inscrire l'enseignement supérieur comme acteur majeur dans les différents pour apporter des réponses individuelles et collectives face aux besoins générés par cette démarche sociale de développement soutenable.

Dans ce contexte, la coopération internationale sur la formation, constitue un apport essentiel au regard des questions contemporaines de formation en permettant un enrichissement réciproque et mutualisé, par la construction de réseaux pédagogiques internationaux renforcés par l'usage des technologies de l'information et de la communication.

I – Les problématiques contemporaines de qualification.

De nos jours, on observe dans les sociétés contemporaines un phénomène profond de remise en cause des activités.

Tout d'abord, la globalisation économique avec ses formes accentuées, de mise en concurrence des conditions de production et des modèles sociaux, conduit les entreprises à adopter des modèles d'organisation et de localisation de leurs activités (division internationale des processus productifs) qui ont pour effet la fermeture et le déplacement de nombreux sites productifs.

Dans le même temps, la crise contemporaine du modèle de croissance et d'accumulation avec ses impacts environnementaux, conduit à la nécessité de refonder un nouveau mode de développement, porteur d'activités nouvelles ou transformées.

Enfin, le renouvellement accéléré des connaissances produit de nouvelles approches et de nouvelles technologies concrétisées par des flux d'innovations, générant un processus de destruction créatrice dans les activités économiques et dans le tissu d'entreprises [1].

Aussi quelle qu'en soit la cause, la transformation des activités bouleverse de manière récurrente les emplois et les qualifications. On observe, d'une part des évolutions contrastées dans l'offre d'emploi, débouchant sur des inadéquations avec la demande. Des pénuries relatives sur certains emplois et qualifications dans certaines branches, sont juxtaposées avec un surnombre relatif de demandeurs sur d'autres types d'emploi et secteurs. De même le niveau de qualification requis pour

accéder à l'emploi est en évolution et les contenus des qualifications en compétences sont modifiés.

Les qualifications, chacune étant définie par l'ensemble des compétences à maîtriser pour exercer les missions, activités et tâches liées à un métier, sont également touchées par cette situation. L'on peut observer, que certaines qualifications ajoutent simplement de nouvelles compétences, alors que d'autres sont globalement transformées dans leur approche des activités ou enfin que des qualifications nouvelles apparaissent (ainsi en est-il de la réflexion sur les emplois « verts » suite au Grenelle de l'environnement).

Ces transformations produisent un contexte social problématique, constitué de difficultés à s'insérer, à construire son parcours, de ruptures de trajectoires professionnelles, de déclassement voire d'exclusion sociale. Cette situation sociale, ouvre sur une réflexion conduite par divers acteurs sociaux et politiques, sur les droits et moyens, porteurs d'une sécurisation des trajectoires professionnelles. Dans cette perspective, l'accent est mis en particulier, sur le droit à la formation tout au long de la vie, sur la validation des acquis de l'expérience.

En conséquence, qu'il s'agisse de disparition d'emploi avec la nécessité de travailler sur la réinsertion, de trouver des reconversions, ou bien d'accompagner la transformation des métiers et des compétences associées en lien avec l'évolution et le repositionnement des activités, mais aussi en ce qui concerne des stratégies individuelles d'insertion ou de construction de sa trajectoire professionnelle, il est impératif de construire des réponses de formation adaptées. Ces dispositifs pédagogiques d'accompagnement de la demande sociale s'inscrivent dans le cadre de la formation tout au long de la vie. Il apparaît également que ces problématiques présentent au delà des situations contextuelles spécifiques, un caractère universel [2, 3, 4, 5, 6].

II – Les caractères des réponses de formation adaptées.

La Formation tout au long de la vie est donc un concept global qui inclut toutes les dimensions de l'éducation, qu'elle soit formelle ou non, initiale ou non, et constitue un enjeu individuel mais aussi collectif pour l'entreprise et la société. Elle désigne la possibilité reconnue à tout individu, tout au long de son existence, d'acquérir des connaissances, des qualifications et des compétences et de faire reconnaître la valeur de son expérience, dans une perspective personnelle, citoyenne, sociale, professionnelle ou liée à l'emploi. Elle doit pouvoir s'incarner dans un droit universel à la formation tout au long de la vie, en

prenant appui sur un ensemble de dispositifs de formation destinés à différents publics.

Cette définition large implique un véritable changement de perspective pour l'ensemble des acteurs du système éducatif et en particulier de l'enseignement supérieur. Ainsi pour les universités se posent les questions suivantes :

- comment répondre à l'évolution quantitative de qualification?
- comment intégrer dans les cursus l'évolution en compétences requises en sortie
- Comment accompagner la mobilité professionnelle et sectorielle des actifs
- Comment soutenir la mobilité sociale ascendante (des techniciens supérieurs vers l'encadrement) ?
- Comment aborder les nouveaux métiers ?
 En effet, la demande de formation tout au long de la vie a pour caractères d'être hétérogène, récurrente, ciblée et personnalisée, et de concerner l'ensemble de la population. Les universités doivent pour s'adapter à cette situation, intégrer une approche des cursus, formulée en termes de résultats d'apprentissage visés avec une structuration modulaire permettant de composer des parcours spécifiques.

Dans ce contexte et face à l'enjeu de répondre aux besoins exprimés dans leur diversité et leurs spécificité, il faut construire un ensemble de dispositifs intégrés et flexibles, permettant de traiter de manière personnalisée, tant la demande individuelle que la demande de masse, tant la demande exprimée directement par les personnes concernées, que celle exprimée par les entreprises et autres institutions, dans le cadre d'une politique de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

A cette fin, les dispositifs doivent être organisés autour d'une ligne directrice, le projet personnel, en proposant à chacun un ensemble de services (information, accueil, orientation, bilan, validation des acquis, enseignement différencié, tutorat, accompagnement à la réalisation de projet...) dont l'ingénierie est inspirée de l'approche par les compétences et intégrant l'usage des technologies de l'information et de la communication.

Face à cette véritable révolution culturelle et considérant l'ampleur de la tâche à accomplir, il est indispensable de rechercher les bonnes pratiques et de construire des espaces communs d'échange et de mutualisation des ressources.

III – Construire le réseau Franco Latino Américain de Coopération Pédagogique

Lors des VIème rencontres Europe Amérique Latine à Valparaiso au Chili en 2008, suite aux communications qui ont été présentées à cette occasion, le projet de constituer un réseau de coopération pédagogique sur la formation professionnelle a débouché sur la signature d'un mémorandum d'intention entre des universités latino-américaines et des universités françaises.

Depuis le projet a mûri au sein de chaque institution, et pour le 7^{ème} REAL à Carthagène (Colombie) plusieurs universités signeront des lettres d'intention ouvrant sur différentes possibilités de projets.

La rencontre latino-américaine d'éducation à Saint André a conforté ce projet entre plusieurs universités d'Amérique du Sud et une deuxième rencontre d'éducation technique et technologique est programmée le 16 et 17 juin 2011 à Mendoza en Argentine. Cette réunion compte sur la participation des universités françaises (Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, Université Picardie Jules Verne à Amiens, Paul Sabatier III à Toulouse. IUT de Bayonne...) et des universités sud américaines (Chili: Federico Santa María de Viña del Mar: Universidad Católica del Norte de la Serena, Universidad Católica del Maule, Universidad del Maule, Universidad del Bío, Universidad de Playa Ancha); Colombie (Red ACIET)et Argentine (RED ACET, IUT, UNCUYO) pour aboutir sur un ensemble de thèmes au montage de projets précis.

Les axes de travail du réseau à priori sont :

- Construction de double diplômes,
- Programmes de mobilité (étudiants et professeurs/chercheurs),
- assistance technique aux petites et moyennes entreprises et producteurs,
- intégration régionales,
- l'enseignement des langues étrangères (voir annexe 2)

Conclusion

En permettant d'échanger sur les bonnes pratiques mises en œuvre dans les différentes universités, en construisant des cursus de formation commun et ouvert sur le monde et la mobilité, en intégrant l'approche par les compétences comme élément structurant des cursus de formation et des modalités d'évaluation [7], en développant des ressources numérisées multilingues et mutualisées, en utilisant les TICE comme support de l'innovation pédagogique et de l'élargissement de l'accès à la formation, le réseau sera un vecteur du développement de la formation tout au long de la vie comme maillon essentiel du développement soutenable.

Références

- [1] A. Nicolas et N. Quétin, *European Journal of Qualifications*, April 2010.
- [2] A. Nicolas, K. Radja, P. Schembri, « Quelles formations pour un développement soutenable dans les pays en développement, une approche par les compétences » dans *Mondes en développement*, 2009/3, pp. 29-44, 2009.
- [3] PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008, La lutte contre le changement climatique. Paris : Editions La Découverte, 2007.
- [4] United Nations, *UNECE Strategy for Education* for Sustainable Development (CEP/AC.13/2005/3/Rev.1), New York, 2005.
- [5] CRES-UNESCO, "Declaracion sobre la Educacion Superior", Regional Conference on Higher Education, Caracas.
 [9] B. Carlsson, "Education and the Labour Market in Latin America: Confronting Globalization", CEPAL Review 77, 2002.
- [6] A. Nicolas, K. Radja et P. Schembri, "Which Professionalizing Education Programmes for Which Sustainable Development?", *Industry and Higher Education*, vol. 22, n°3, pp. 161-168, June, 2008.
- [7] A. Nicolas et F. Rogard, "L'ingénierie des compétences : point d'entrée de l'harmonisation des formations à l'international pour la mobilité professionnelle et approche structurante des dispositifs d'apprentissage et d'évaluation dans un dispositif de FOAD", *Actes du colloque UNISO* . Bucarest, 2006.

Annexe 1

CARTA DE INTENCION PARA LA CONSTITUCIÓN DE UNA RED DE REDES DE INSTITUCIONES DE EDUCACIÓN TECNOLÓGICA EN EL ÁMBITO DE AMÉRICA LATINA, EL CARIBE Y EUROPA

Los abajo firmantes, manifiestan su acuerdo en promover la constitución de una red de instituciones tecnológicas de América Latina, el Caribe y Europa, con el objeto de generar un espacio de encuentro y cooperación que haga al fortalecimiento de las instituciones y de las sociedades que las sustentan, a la calidad de los servicios que se brindan y al desarrollo de investigaciones e innovaciones que atiendan a los desafíos que plantea el cambio de época.

Los principios:

La Red que se constituya orientará sus acciones sobre los principios de:

- a. Fortalecimiento de la identidad y la autoorganización de las instituciones.
- b. Calidad y pertinencia de la formación.
- c. Relaciones de cooperación y complementación.
- d. Organización de base regional y territorial
- e. Información y comunicación que apoye la participación
- f. Búsqueda de consensos para las decisiones
- g. Responsabilidad social
- h. Articulación público y privado
- i. Articulación global y local
- j. Contextos de cambio e innovación
- k. Sustentabilidad de la organización

Los ejes de actividad

Las actividades a desarrollar y concertar tienen que ver con los aspectos académicos y la atención de las demandas regionales y del futuro, tales como:

- a. Desarrollo y complementación académica
- Asistencia técnica en la formulación y seguimiento de proyectos
- c. Integración regional
- d. Nuevos paradigmas en todas las dimensiones de las instituciones.
- e. Formación de dirigentes en los diferentes niveles de realización
- f. Investigación e innovación

En ese sentido participan en esta iniciativa todas las instituciones, redes o asociaciones de instituciones tecnológicas que están dispuestas a comprometerse en un camino de realización y cambio, al servicio de los jóvenes, profesionales e investigadores que trabajan por un futuro con calidad de vida, equidad social y sostenibilidad ambiental.

MENDOZA, Octubre de 2010

Annexe 2

EJES DE TRABAJO DE LA RED DE REDES

- A. Interacción de servicios:
 - a. Realización de doble diploma entre instituciones y carreras.
 - Movilización de estudiantes para realización de proyectos finales de carrera.
 - c. Movilización de profesores para cooperación en proyectos
- B. Asistencia técnica
 - a. Desarrollo y fortalecimiento de pymes
 - b. Desarrollo de proyectos de formación.
 - c. Formación continua
 - d. Gestión de la calidad
 - e. Formación de formadores
 - f. Proyectos de cooperación para la innovación
- C. Integración regional
 - a. Proyectos de cooperación que superen fronteras
 - b. Constitución de redes territoriales.
- D. Desafíos del futuro
 - a. La cooperación para la sostenibilidad de las instituciones.
 - b. Cooperación para la actualización tecnológica.
 - c. La vinculación social, productiva y académico-tecnológica
 - d. Segmentación de la población joven, en particular la exclusión social
 - e. El aprendizaje en situación

- f. La gestión y el liderazgo en cambio de época
- g. Los cambios institucionales